



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article291>

Retour des déportés : Le « Oui mais » des nationalistes

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : lundi 9 juillet 2007

Union des Forces de Progrès

Nouakchott a vécu le dernier week-end au rythme de discussions, chaudes, sur la thématique du retour des déportés mauritaniens. Si globalement, tout le monde était d'avis que ceux-ci devraient revenir au pays et que ce retour était un droit, des questions restaient posées sur lesquelles les intellectuels devaient buter, telle celle qui devait définir comment et quand faudra-t-il engager ces opérations de retour ?

Deux conférences-débats ont été organisées vendredi et samedi derniers à Nouakchott par nos confrères arabophones Essiraj et Essevir, portant sur la problématique du retour des réfugiés mauritaniens installés depuis 1989 au Sénégal et au Mali. La rencontre de Essiraj s'est tenue en présence de Mme Kardiata Malick Diallo (député UFP), Mohamed Jemil Ould Mansour (député et Coordonnateur des Réformistes Centristes), Mohamed El Moctar Ould Zamel (député PRDR), Bâ Aliou Ibra, indépendant et Mohamed Ould Maouloud, président de l'UFP. Tous les autres partis politiques, notamment ceux de l'ex-opposition, n'ont pas répondu à l'invitation de notre confrère. Une absence remarquée en salle et qui amènera certains observateurs à soutenir que ladite attitude dénote d'une position mitigée de la part de ces formations par rapport à la question des réfugiés. Ainsi, il a été estimé flou que des partis tel le Hatem, ne se soient pas encore exprimé sur le discours du président de la République. Tous les intervenants ont été presque unanimes à relever l'adresse avec laquelle le Président de la République avait appelé, le 29 juin dernier, à une plus large concertation pour que les meilleures conditions de retour des Mauritaniens soient réunies. Pour ce faire, une recommandation a été largement reprise par l'ensemble des intervenants visant à contenir toutes les options de solution dans un cadre strictement humanitaire et juridique, tout en évitant de réveiller les démons du passé, de rouvrir les dossiers susceptibles d'entraver l'évolution des Mauritaniens vers la pacification des rapports intercommunautaires. C'est dans ce cadre qu'interviendra le député Mohamed El Moctar Ould Zamel. Celui-ci reprendra néanmoins in extenso, les propos qu'il a tenus la semaine dernière à la télévision nationale. Le député a encore une fois, fait porter le chapeau au gouvernement sénégalais qu'il a accusé d'avoir le premier engagé les opérations d'expulsion des populations en 89. L'orateur omettra entièrement d'évoquer ce qui s'est produit contre les populations mauritaniennes et qui avait abouti à des déportations de personnes vers le Sénégal et le Mali. De nombreuses personnalités interviendront qui appartiennent toutes au parti Sawab (Baath), dont M. Mohamed El Arby Ould Kowry. Le discours fut le même, axé sur des craintes et des réserves par rapport au dossier. Crainte de voir la Mauritanie envahie par des étrangers, crainte de voir naître des nouvelles forces démographiques et électorales, de voir des dossiers rouverts susceptibles de déstabiliser le pays. Intervenant à son tour, M. Ba Aliou Ibra reviendra sur l'impérieuse nécessité de faire siennes les déclarations du président de la République pour une résolution concertée et définitive du dossier. L'homme mettra l'accent sur le fait que seuls des Mauritaniens et des Mauritaniens seulement doivent revenir au pays ; et que toutes les dispositions administratives doivent être prises pour la réussite d'une telle opération.

L'intervention la plus poignante fut celle de la député Kardiata Malick Diallo qui s'attardera sur l'absurdité de déportations. Elle dira ne pas comprendre les raisons qui ont poussé les autorités à expulser sa propre soeur, au moment où elle, a été épargnée. De nombreux autres intellectuels se saisiront du micro pour donner leurs avis : certaines voix s'élèveront pour demander davantage de réflexion avant l'entame de l'opération de rapatriement, d'autres, ne voyant aucun inconvénient en perspective, s'emploieront à reconforter l'assemblée en démontrant que la Mauritanie ne pouvait en aucun cas souffrir de voir ses fils réconciliés. Il sera aussi relevé la nécessité pour les Mauritaniens de savoir la réalité de ce qui s'est passé, de s'armer de courage et de force de dépassement, d'unir leurs efforts dans un même cadre de dialogue pour traduire le retour escompté des réfugiés en réalité, soulignant qu'un tel retour ne peut qu'apporter du sang nouveau à l'unité nationale et au développement du pays.

Le lendemain, samedi, c'était au tour du journal Essevir de recevoir ses invités à l'hôtel Khatter. Ce fut pratiquement le même panel que la veille, avec un renfort notoire dans les rangs des nationalistes du mouvement Baath. Outre des représentants de la société civile tel Me Icheddou, l'assemblée comptait des leaders de partis politiques tel Moustapha Ould Abeiderrahmane du Renouveau démocratique. Prenant la parole, celui-ci dira que le problème des réfugiés est un problème réel. Intervenant surtout pour avoir été l'un des ministres du gouvernement à l'époque des événements, il dira « chacun d'entre nous doit assumer et regarder la réalité en face. De toutes façons, personne

n'est responsable, mais il faut trouver une solution au plus tôt. Et pour ce faire, nous devons d'abord dépolitiser le problème ».

Une fois encore, les intervenants ont été unanimes à dire que le retour est un droit et qu'il doit être garanti à l'ensemble des Mauritaniens, mais des Mauritaniens seulement. Le point de divergence restait dans la programmation et l'organisation de cette opération. Dépassant ces obstacles, de nombreux intervenants pousseront leurs analyses plus loin en souhaitant l'urgence d'engager des campagnes de sensibilisation auprès des réfugiés mais aussi en Mauritanie pour mieux préparer les grandes retrouvailles. Dans cette optique, certains proposeront l'organisation de quêtes à l'effet de soutenir de telles opérations.

MOMS

L'Authentique n°517 du lundi 9 juillet 2007